

Un délégué canadien a demandé aux Américains de définir les objectifs actuels des États-Unis au Vietnam. Un délégué américain a expliqué que son pays visait à mettre fin au conflit mais n'avait trouvé aucune solution toute faite pour atteindre ce but. On a mentionné la possibilité d'un règlement du même genre que celui qui est intervenu en Corée; le délégué américain a répondu que pareil règlement était entièrement acceptable.

L'assemblée a alors passé en revue la politique américaine; un délégué des États-Unis a souligné que la politique de son pays au Vietnam tendait à résister à l'agression du nord n'avait pas changé.

Un délégué canadien a demandé pourquoi les États-Unis ne pouvaient pas accepter la proposition du secrétaire général des Nations Unies, U Thant, de cesser les bombardements et pourquoi ils ne pouvaient se fier au rapport du secrétaire selon lequel des négociations auraient lieu dans les deux semaines après cet arrêt. Le délégué américain a rappelé les résultats des arrêts antérieurs et la déception dont avaient souffert les États-Unis dans leurs efforts pour en venir à une solution pacifique. Chaque fois, le Nord-Vietnam avait profité de ces arrêts pour ravitailler sa population; le long arrêt des bombardements au début de 1966 n'avait conduit à aucune négociation profitable en dépit du fait que tous les intermédiaires possibles avaient été incités à rechercher une solution.

Un délégué américain a fait remarquer qu'il n'était pas facile d'obtenir la paix avec le monde communiste. Même en Corée, il n'y avait pas encore de traité de paix quinze ans après la fin de la guerre. Toutes les propositions formulées ont été carrément refusées. Un membre de la délégation américaine a tenu à mettre au clair le point suivant: malgré les opinions dissidentes et les débats en cours aux États-Unis, particulièrement au Congrès, pas un seul candidat présidentiel ne se fait l'avocat d'un retrait unilatéral des États-Unis au Vietnam. Ce délégué a résumé les points de vue des deux candidats démocrates à la présidence qui s'opposent à la politique vietnamienne du Président Johnson; il a démontré que l'opinion des sénateurs Kennedy et McCarthy ne tendait pas au retrait unilatéral mais seulement à une réduction du conflit et à un appel en faveur d'une plus grande participation des forces du Sud-Vietnam. Le but principal de la politique du gouvernement Vietnam, a-t-on fait remarquer, est aussi la réduction et l'arrêt progressif du conflit. Jusqu'à présent, Hanoï n'a pas répondu au souhait exprimé dans ce sens.

Un délégué américain a mis en lumière les raisons de la déception du peuple américain; il a souligné que des millions de citoyens se trouvaient touchés à cause de leurs liens avec les soldats au Vietnam ou avec des conscrits éventuels. En dépit de ces pressions, il semble évident aux membres de la délégation qu'il faut une réponse positive du Nord-Vietnam avant que l'on puisse simplement arrêter les bombardements. Les États-Unis, a-t-on fait remarquer, ne peuvent pas prendre l'initiative si l'autre camp ne répond pas. On a proposé de nouveau une intervention du Canada comme intermédiaire si, grâce à ses contacts, il pouvait provoquer des négociations avec le Nord-Vietnam. Un membre de la délégation américaine a aussi mis le comité au courant d'un plan avancé par quelques membres du Congrès; il s'agit de la descente progressive des bombardements, à condition que le Nord-Vietnam réponde par des mesures tangibles de réciprocité.

Pour terminer, l'assemblée a reconnu qu'il n'existait pas de solution facile et toute faite et qu'il serait nécessaire d'explorer chaque voie offrant une possibilité de mettre fin au conflit; elle a admis qu'il était souhaitable, comme l'avait conseillé un membre de la délégation canadienne, d'établir des contacts et de communiquer directement avec le gouvernement de la Chine communiste à Péking.

La délégation américaine, à l'unanimité, croit que les États-Unis veulent mettre fin à la guerre au Vietnam. Jusqu'ici, ils n'ont pu en trouver le moyen.

La majorité des délégués canadiens a montré beaucoup de sympathie envers les États-Unis aux prises avec les difficultés du Vietnam; elle a indiqué que le Canada serait heureux de leur apporter son aide de quelque façon que ce soit.

Visite au Sénat américain

Voici un extrait du Compte rendu du 21 mars 1968 du Sénat des États-Unis d'Amérique.

VISITE AU SÉNAT DES MEMBRES DU PARLEMENT CANADIEN

M. Aiken: Monsieur le Président, aujourd'hui le Sénat a l'insigne honneur d'accueillir ses voisins du nord, les meilleurs voisins que tout pays peut espérer avoir.

Nos frontières ouvertes, notre collaboration avec le Canada pour le secours des peuples moins fortunés, la liberté avec laquelle nous voyageons dans l'un et l'autre pays, sont certainement autant d'exemples de démocratie que peuvent observer et imiter toutes les nations.